



Philippe VIANNAY

L'enseignement public et laïque est à sauver et à élargir

Au terme d'une lente dégradation, l'enseignement public et laïque est aujourd'hui menacé à mort ; l'enseignement public et laïque, c'est-à-dire l'instruction, l'éducation et la culture effectivement accessibles à tous, c'est-à-dire l'enseignement dégagé de toute contrainte politique ou religieuse, indépendant des groupes d'intérêt, des classes et des castes, c'est-à-dire une des libertés fondamentales de la démocratie.

Il est menacé directement et spectaculairement dans son Ecole par les forces les plus réactionnaires (mais non désavouées) de l'Eglise, forces groupées au sein des A.P.E.E.L. et qui disposent de solides points d'appui au Gouvernement.

Il est menacé par la pression des forces économiques et des groupes professionnels sur l'enseignement technique à la faveur d'une législation surannée.

Il est menacé par la volonté du régime d'asphyxier et de démanteler l'Education Nationale traditionnelle. D'une part, on mesure avec parcimonie les moyens budgétaires d'investissement ou de fonctionnement, et d'autre part on s'apprête à déléguer au privé des fonctions essentielles. Parallèlement, on retire à l'administration de l'Education Nationale d'importants secteurs de responsabilités, particulièrement dans le domaine de la culture populaire, de l'accueil et des loisirs des jeunes, pour les placer pratiquement sans contrôle sous l'autorité du premier ministre, par l'intermédiaire de l'inutile et équivoque Haut Comité de la Jeunesse. Ainsi, un prétendu libéralisme et une apparence de décentralisation s'allient parfaitement ici avec une tentative de prise en main de la jeunesse par le pouvoir.

CES menaces sont d'autant plus graves qu'elles apparaissent au moment où est flagrante l'inadaptation des moyens de l'enseignement devant la tâche immense qui devrait être la sienne.

D'une part, la poussée démographique, l'impérieuse nécessité pour une nation moderne de prolonger l'âge scolaire afin d'augmenter les connais-



ces des techniciens, les perspectives de perfectionnement professionnel et culturel ouvertes par le développement des loisirs, les reconversions de la main-d'œuvre, les demandes qui sont faites à la France par les pays en cours de développement ou de décolonisation pour former leurs cadres ou leur en envoyer, tout concourt à offrir un champ immense d'activité aux éducateurs.

D'autre part, au terme de l'incurie de la IV^e République et des abandons du Parti radical et du Parti socialiste, les locaux manquent de manière tragique ainsi que les maîtres à tous les échelons de l'enseignement, l'équipement socio-culturel est un des plus médiocres d'Europe, la fonction enseignante est dévalorisée dans l'esprit du public et dans l'Etat. L'étroitesse et les particularismes ont aussi empêché le développement de vastes conceptions éducatives, les regroupements administratifs nécessaires. Des méthodes artisanales régissent encore des services dispersés à travers plusieurs ministères : la formation professionnelle des adultes dépend du ministère du Travail ; les maisons d'enfants, dont la législation est un des scandales de l'époque, dépendent de la Santé ; l'enseignement agricole est délaissé.

DEVANT cette situation et ces menaces, les forces de gauche doivent adopter une double attitude : à court terme, s'unir pour une contre-attaque et un programme d'action immédiate pour des crédits, des écoles, des maîtres. A plus long terme, en proposant à la Nation un ensemble de conceptions, de réalisations et de réformes. Il faut que le jour où les forces populaires auront de nouveau la parole, aucun temps ne soit perdu à se mettre d'accord sur des formules ou des objectifs. Il devra suffire alors d'appliquer un programme ayant déjà reçu l'approbation de tous.

La rénovation de l'enseignement, les possibilités d'enrichissement humain qu'il apporte sont un des principaux espoirs qui puissent ébranler les masses. L'avenir de la jeunesse est un puissant facteur d'unité et rien n'est plus fort que le peuple quand il lutte pour ses enfants. Dès aujourd'hui, il convient que les syndicats, les partis, les mouvements intéressés aux problèmes d'éducation se mettent à l'ouvrage et pas seulement dans une optique de défense.

« Perspectives Socialistes » consacre cette année deux numéros spéciaux à l'étude de ces problèmes : recherche et définition de l'humanisme qui nous unit, rappel historique du combat laïque pour l'école, réformes à prévoir tant à l'école publique que dans l'enseignement technique, regroupement et coordination des tâches de formation et d'enseignement, conditions d'un libre développement de la culture populaire. Cette étude est tournée vers l'action ; c'est une contribution à ce qui doit être aujourd'hui et demain l'effort de toute la gauche.

Philippe VIANNAY